



ULB-
COOPÉRATION
L'ONG de l'Université libre de Bruxelles



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Bureau de dépôt
Bruxelles X / P302398



Sénégal, renforcement en
agroforesterie à Fissel,
dans la région de Thiès

RAPPORT D'ACTIVITES 2024



Sénégal, sensibilisation contre
les feux de brousse dans la
périphérie du Parc National
du Niokolo-Koba

N°31

JUIN 2025

Éditeur responsable : ULB-Coopération asbl | Av. F.D. Roosevelt 50, CP266 | 1050 Bruxelles
Tél. : 02 650 6100 | www.ulb-cooperation.org

SOMMAIRE

p.2 Édito

p.3 Rétrospective 2024

p.4 -5 Burkina Faso | Une transition portée par les communautés

p. 6-8 Sénégal | Face aux défis, des solutions locales & durables prennent racine

p.9 Sénégal | Les mangroves face au dérèglement climatique

p.10-11 RDC | Des bébés naissent et les mangroves renaissent

p.12-13 RDC | Concilier développement rural & conservation : défi réussi !

p.14-15 Ucoopia, l'ONG des universités

p.16-19 RDC | Soigner malgré tout : la santé progresse au Nord-Kivu

p.20 -21 RDC | La santé, un enjeu capital

p.22-24 Belgique | Une année engagée !

p.25 Ucoopia : Innover, sensibiliser et co-construire autour des savoirs

p.26 Rapport financier

Coordination

Graziella Barry, Anémone Hubaut, Julie Simon

Ont collaboré à ce numéro

Toutes les équipes d'ULB-Coopération en Belgique, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo et au Sénégal

Graphisme

mpointproduction.be

Impression

drifosett.be



Burkina Faso, plantation d'arbres à l'école primaire de Tiakané dans la commune de Pô

ÉDITO

L'année 2024 a été marquée par la persistance des crises. Les conflits, l'instabilité politique et les bouleversements climatiques ont mis à rude épreuve la résilience des populations avec lesquelles nous travaillons, du Burkina Faso à la République démocratique du Congo, en passant par le Sénégal et la Belgique. Pourtant, au cœur de ces défis, des lueurs d'espoir persistent et se renforcent.

Face à l'insécurité croissante et à la précarité alimentaire, nos équipes et partenaires ont poursuivi, avec courage et inventivité, la mise en œuvre de solutions concrètes : développement de l'agroécologie, valorisation de l'apiculture, reboisement, gestion durable des ressources naturelles, promotion de l'égalité de genre et renforcement des capacités locales. Ces initiatives, portées par l'engagement des communautés, démontrent que l'action collective, ancrée dans le terrain, porte ses fruits même dans les contextes les plus fragiles.

Au Sénégal, la transition politique a ouvert de nouvelles perspectives pour le

développement local et la gouvernance participative. En RDC, la mobilisation autour de la restauration des mangroves et la diffusion des savoirs locaux témoignent d'une volonté de bâtir un avenir plus durable. Les activités de renforcement du système de santé et leur important volet de construction ont touché plus de 500.000 personnes. Au Burkina Faso, la dynamique communautaire autour de la préservation des corridors écologiques et de l'autonomisation économique inspire confiance en la capacité des sociétés à se réinventer.

Certes, les menaces persistent et les ressources se raréfient, notamment avec la diminution des budgets alloués à la coopération belge et internationale, mais l'année écoulée prouve que l'espoir peut encore se construire, pas à pas, sur le terrain, par la force du collectif et la créativité des acteurs locaux. Plus que jamais, il nous appartient de soutenir ces dynamiques et de croire, ensemble, en la possibilité d'un monde plus juste et plus résilient. Ce ne sont pas ces mauvais vents, venus tant de l'Est que de l'Ouest, qui doivent nous décourager.

Bonne lecture !

BURKINA FASO



Le Burkina Faso a accentué sa rupture avec les institutions régionales et occidentales. En janvier, le gouvernement est sorti de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avec le Mali et le Niger, ouvrant la voie à la Confédération des États du Sahel (AES) en juillet. Parallèlement, le gouvernement a renforcé son contrôle des médias tandis que les « gilets rouges », un groupe de jeunes militants, menacent les opposants.

L'insécurité s'est encore aggravée avec des attaques terroristes récurrentes dans l'Est et le Nord, causant de nombreuses victimes civiles. Certaines régions restent sous le contrôle de groupes armés, compliquant l'accès à l'aide humanitaire pour près de 500.000 personnes. Face à cette crise, le gouvernement a intensifié ses efforts pour restaurer la sécurité.



RDCONGO

En 2024, la République démocratique du Congo a traversé une année marquée par des conflits, des crises humanitaires et des défis économiques.

Dans l'Est du pays, les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont intensifié leurs offensives. Cette escalade a aggravé la crise humanitaire, avec plus de sept millions de déplacés et de graves violations des droits humains. À Kinshasa, des manifestations ont éclaté en février, dénonçant l'inaction de la communauté internationale face à cette situation.

Le pays a également subi des catastrophes naturelles. En janvier, des inondations exceptionnelles ont frappé plusieurs provinces, détruisant de nombreuses habitations. En mars, la capitale du Sud-Kivu, Bukavu, a connu une grave pénurie d'eau potable, illustrant la précarité des infrastructures.

Par ailleurs, l'insécurité alimentaire a atteint un seuil critique : 40 % de la population souffre de malnutrition chronique, selon l'ONU. Cette crise souligne l'urgence d'une réponse internationale face aux défis croissants de la RDC.



SÉNÉGAL

L'année a été marquée par une transition politique inédite. Après une période de tensions autour du report des élections,

Bassirou Diomaye Faye a été élu président en mars, succédant à Macky Sall. Il a nommé Ousmane Sonko Premier ministre, renforçant l'ancrage du parti PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), qui a ensuite remporté les élections législatives anticipées de novembre.

Le Sénégal a commencé à produire du pétrole et de gaz, ce qui devrait transformer l'économie et réduire le coût de l'électricité. Cependant, le raffinage du pétrole pose des enjeux environnementaux majeurs, les gisements se trouvant principalement dans des zones marines sensibles ou près de zones de pêche importantes.

BELGIQUE



L'année 2024 a été marquée par un bouleversement politique en Belgique.

Les élections fédérales du 9 juin ont redistribué les cartes, avec une victoire de la N-VA en Flandre, la montée du Vlaams Belang et un affaiblissement d'Ecolo. En Wallonie et à Bruxelles, le MR s'est imposé devant le PS, tandis que Les Engagés ont confirmé leur progression.

Après sept mois de négociations, une coalition « Arizona » a vu le jour début 2025. Ce nouveau gouvernement, aux orientations libérales, a annoncé une diminution significative du budget alloué à la coopération au développement et a exprimé des réserves quant au rôle des ONG, suscitant des réactions préoccupées de la part du secteur.



BURKINA FASO

CORRIDOR DES ÉLÉPHANTS : UNE TRANSITION PORTÉE PAR LES COMMUNAUTÉS

En 2024, nous avons poursuivi la dynamique engagée depuis 2022 dans le complexe du PONASI (Pô-Nazinga-Sissili), au sud du Burkina Faso. Nos actions se concentrent dans les villages riverains du Corridor n°1, l'axe de migration des éléphants entre les parcs Kaboré Tambi et Nazinga. Comment cohabiter harmonieusement avec ces animaux majestueux ? Comment développer des activités économiques rentables et respectueuses de la nature ? C'est l'objet de notre programme quinquennal.

Agroécologie et agroforesterie

Avec nos partenaires APAF et Solvert, nous avons poursuivi l'appui à la production maraîchère au sein des champs-écoles paysans¹, notamment par la promotion de la lutte intégrée contre les ravageurs. Ces cultures de rente, très prisées par les communautés, alimentent le marché local. Un accompagnement à la commercialisation a été mis en place afin de faciliter les liens avec les acheteurs de la région.

Dans le cadre de notre partenariat avec Solvert, 28 tonnes de graines de neem ont été achetées auprès des producteurs pour la fabrication d'huile et d'engrais biologiques. La subvention à la transition vers l'agriculture biologique sur 100 hectares est entrée dans sa deuxième année, avec une réduction progressive du soutien à 50 %, conformément à l'objectif d'autonomisation financière des producteur-trices. La même

logique est appliquée à l'achat des semences maraîchères, désormais à leur charge.

Nos équipes ont poursuivi la formation des conseillers techniques agricoles des partenaires aux pratiques agroécologiques et à l'agroforesterie, pour améliorer l'accompagnement des communautés. Des visites croisées ont permis à des producteur-trices du Centre-Sud et du Centre-Ouest d'échanger sur leurs pratiques.

Les Greniers Traditionnels Améliorés, construits précédemment pour conserver les semences et récoltes, ont démontré leur efficacité contre les insectes.

Enfin, notre équipe a participé au colloque scientifique international sur l'agroécologie au Bénin, organisé par l'Université Nationale d'Agriculture, avec une présentation sur l'expérience du Burkina Faso.

Apiculture et méliponiculture

Comme en RDC et au Sénégal, l'apiculture constitue une activité rentable, tout en jouant un rôle important dans la préservation de l'environnement. En 2024, ULB-Coopération a poursuivi le développement de cette filière, ainsi que celui de la méliponiculture (élevage d'abeilles sans dard), en partenariat avec Wend-Puiré, acteur clé dans la sous-région.

Si l'apiculture nécessite un apprentissage initial, les résultats sont rapidement au rendez-vous : **entre 2023 et 2024, la production de miel a augmenté de 53 %, et les revenus des apiculteur-trices accompagnés ont progressé de 150 %.**

Pour renforcer cette dynamique, plusieurs actions structurantes ont été menées : sécurisation foncière et construction d'une miellerie à Kollo (commune de Guiaro), démarrage d'un second chantier à Pô, formations sur la gestion collective et la valorisation des produits de la ruche, ainsi que sur la fabrication de ruches kényanes², réalisées avec des artisans locaux. Les apiculteur-trices les plus performant-es ont été récompensés par une dotation en ruches, encourageant la création d'activités génératrices de revenus.

L'activité est cependant sensible aux effets des changements climatiques. Les fortes chaleurs d'avril et mai ont entraîné une désertion importante des ruches, soulignant la nécessité d'adapter les pratiques, notamment en matière de peuplement et de résilience.



Parallèlement, la filière émergente de la méliponiculture a franchi un cap avec un voyage d'étude au Kenya, au sein de l'*International Centre of Insect Physiology and Ecology*, reconnu mondialement. L'équipe de Wend-Puiré et ULB-Coopération y ont bénéficié d'une formation technique avancée avec le Dr Kiatoko, en collaboration avec le professeur Nicolas Vereecken de l'ULB.

Deux nouveaux méliponaires ont été créés par l'ONG canadienne Catalyst+, et les activités se renforcent également à Bobo-Dioulasso, à l'Ouest du pays. L'objectif est de structurer une filière équitable en consolidant les relations entre producteur-trices et Wend-Puiré.

Environnement

La sensibilisation à l'environnement constitue un axe essentiel du programme, notamment pour impliquer les communautés, dès le plus jeune âge, dans la protection du Corridor n°1. Dans ce cadre, des arbres ont été plantés dans plusieurs écoles en collaboration avec les associations de parents d'élèves. Les habitant-es de Pô ont également participé à une émission de sensibilisation à la pollution plastique sur Radio Goulou, réalisée en partenariat avec les services techniques d'assainissement de la ville.

Côté reboisement, ULB-Coopération a soutenu le développement de pépinières, afin de professionnaliser la production de plants et répondre à leur faible disponibilité dans la région. Des formations à la gestion de pépinières ont été organisées, avec un fort intérêt pour les espèces fruitières et



Burkina Faso, sensibilisation à l'environnement dans la province du Nahouri

mellifères. Ces efforts ont permis de planter 16.500 arbres dans les champs et haies vives.

Par ailleurs, conformément aux recommandations du Plan d'Aménagement et de Gestion Participatif (PAGEP) du Corridor, un appui a été apporté à la Direction provinciale de l'environnement du Nahouri pour le déclenchement de feux précoces³ visant à limiter les feux de brousse et protéger les écosystèmes locaux.

Gestion inclusive des savoirs

En collaboration avec l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), nous avons lancé des recherches sur la méliponiculture. Le premier axe porte sur l'inventaire de la flore butinée, afin de mieux comprendre les interactions entre abeilles mélipones et écosystèmes. Le second s'intéresse aux savoirs endogènes liés à cette pratique encore peu documentée au Burkina Faso.

Cette initiative a permis de développer un partenariat avec l'Association pour le Nettoyage et la Collecte des Ordures de la Commune de Pô, dont l'approche communautaire de gestion environnementale complète nos actions.

Dans la continuité de l'atelier national de restitution des cinq thèses doctorales du Projet de Recherche pour le Développement (PRD), qui s'est déroulée en septembre 2023, une session destinée aux communautés et acteurs locaux s'est tenue à Pô et a contribué à renforcer le lien entre recherche scientifique et société.

Enfin, un partenariat avec Solvert et la Direction Provinciale de l'Agriculture,

des ressources Animales et Halieutiques de la Sissili (DPAAH) a été établi pour évaluer l'efficacité du « Fertineem », un engrais biologique qui pourrait améliorer durablement la productivité agricole.

INFOS TECHNIQUES

SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES AU BURKINA FASO

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES

APAF Burkina, Catalyst+, Direction Provinciale de l'Environnement du Nahouri, Direction Provinciale de l'Agriculture, des ressources Animales et Halieutiques de la Sissili, INERA, Ministère de l'Environnement, Solvert, ULB, Wend-Puiré

BAILLEUR Coopération belge (DGD)

DURÉE 2022 – 2026

CONTACTS Joséfa Somé et Florian Delespesse

BUDGET 1.705.721 €

1 — Les champs-écoles paysans sont des terrains d'apprentissage et d'expérimentation pour les maraîcher-es débutant-es ou confirmé-es.

2 — La ruche kenyane est une ruche trapézoïdale, adaptée à l'espèce *Apis mellifera Adansonii* qui se développe de manière plus horizontale que ses consœurs européennes.

3 — Les feux précoces sont généralement allumés au début de la saison sèche et visent à réduire les risques d'incendies plus importants et à favoriser la régénération des pâturages. Cependant, ils peuvent avoir des conséquences néfastes sur la production fruitière et la biodiversité.



Burkina Faso, apiculture dans la province du Nahouri

SÉNÉGAL

FACE AUX DÉFIS, DES SOLUTIONS LOCALES ET DURABLES PRENNENT RACINE

L'année 2024 a été marquée par une mobilisation croissante des communautés rurales à l'Est du pays, dans la région de Tambacounda et à proximité du Parc National du Niokolo-Koba (PNNK), et à l'Ouest, dans les zones d'intervention d'APAF Sénégal, notre partenaire. Apiculture, agriculture durable, reboisement, lutte contre les feux de brousse et gouvernance locale des ressources naturelles : un tissu d'initiatives locales se renforce et inspire des modèles durables.

Apiculture

En mars, un atelier de formation sur la récolte et le traitement du miel a été organisé, permettant aux apiculteurs de Kalifourou, à la périphérie du PNNK, d'acquérir des compétences essentielles pour améliorer la qualité de leur production. L'accent a été mis sur l'utilisation adéquate du matériel, les mesures de sécurité et le partage du miel avec les abeilles afin de garantir leur alimentation.

À Niéméniké, **une nouvelle miellerie a été inaugurée en novembre** et 40 membres du groupe d'intérêt économique d'Amaniko ont été formés aux méthodes d'apiculture durable. Aujourd'hui, ils disposent des capacités techniques et du matériel nécessaire pour une production apicole rentable et pérenne à la périphérie du PNNK. Cette seconde miellerie vient renforcer la marque Api-Niokolo qui propose un miel de qualité, produit en préservant les abeilles du parc.



Agriculture durable

Dans le domaine de l'agriculture durable, une formation sur le compostage a été organisée en juin à Dialacoto. Les participants ont appris l'importance de composter le fumier avant son utilisation sur les cultures pour éviter la transmission de maladies et améliorer la fertilité des sols. La formation comprenait une phase théorique et une démonstration pratique sur la fabrication du compost en tas.



Sénégal, inauguration
et première activité
de miellerie de
Niéméniké



Sénégal, périmètres agroforestiers d'APAF dans la région de Fatick

INFOS TECHNIQUES

SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES
ET GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES AU SÉNÉGAL

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES

Am Be Koun-Solidarité, APAF Sénégal, Direction des Parcs Nationaux, DyTAES, Eclasio, Groupements d'intérêt économique, Parc National du Niokolo-Koba, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

BAILLEURS Coopération belge (DGD)
et Fondation Périer D'Ieteren

DURÉE 2022 – 2026

CONTACTS Ousmane Niang et
Déborah Chantrie

BUDGET 1.544.715€

En parallèle, 174 producteur-trices (dont 119 femmes) ont bénéficié d'un accompagnement technique comprenant des formations, un appui conseil et la dotation d'intrants. **Environ 30,1 tonnes de légumes ont été récoltées sur deux campagnes agricoles. Un total de 29,1 hectares de terres ont été aménagés** avec la mise en place ou le renforcement du système agroforestier promu par APAF.

Des recherches ont été menées sur les biofertilisants en collaboration avec l'Université Assane Seck de Ziguinchor, conduisant à l'isolement de 38 souches de bactéries utiles à la fertilisation des cultures dans le cadre d'une étude au niveau du champ expérimental d'APAF.

À Tambacounda, dans le champ expérimental d'Am Be Koun - Solidarité, une expérimentation a été réalisée pour étudier l'optimisation de la production d'arachide à travers différents traitements : des parcelles témoins, des parcelles inoculées avec des champignons mycorhiziens, des parcelles enrichies en engrais organique et des parcelles avec la combinaison des deux derniers. L'association des traitements montre un potentiel positif pour le rendement en graines et en fane (paille d'arachide).

Reboisement et prévention

Le reboisement a été une autre action intense : 12.482 arbres ont été plantés dans les zones d'intervention d'APAF, avec un taux de survie moyen de 61% à six mois après plantation (les problèmes de disponibilité en eau, pour lesquels nous cherchons des solutions durables, constituent le facteur majeur de perte des plants). Cette initiative a contribué à la revégétalisation et à la limitation de l'érosion des sols dans les champs des producteur-trices. La régénération naturelle assistée (RNA)¹ a aussi été encouragée avec la protection de 663 jeunes pousses naturelles dans les parcelles de cultures des producteur-trices.

En mai, une campagne de sensibilisation contre les feux de brousse a démarré dans 13 villages de la commune de Linkéring, en périphérie du Parc National du Niokolo-Koba. Chaque séance, menée à grand renfort de micros et de banderoles, a réuni environ 35 participant-es, avec des échanges sur les causes et conséquences des feux ainsi que sur les mesures préventives à adopter pour lutter contre les feux de brousse autour des zones d'habitation et des cultures.

En juin, c'est une formation en cartographie et pilotage


12.482
ARBRES ONT ÉTÉ
PLANTÉS

1 — La RNA est une technique agroforestière qui permet à des espèces pionnières de croître et de se développer pour améliorer la qualité des sols et, in fine, le rendement des cultures.

de drones qui a occupé nos équipes et celles du PNNK. Organisée par ULB-Coopération en partenariat avec le PNNK, cette formation visait à renforcer leurs capacités techniques pour assurer le suivi écologique, le suivi des feux de brousse, la dynamique des forêts, entre autres, via l'utilisation de logiciels SIG comme QGIS, le pilotage de drones et l'utilisation d'images satellitaires.

Gouvernance

Avec la commune de Linkéring, nous avons poursuivi le travail d'élaboration de la Charte de bonne gouvernance des ressources naturelles. Des visites d'information et de plaidoyer ont ainsi été réalisées auprès des autorités locales. Ensuite, des consultations ont été menées dans 16 villages, grâce à des outils de la sociologie rurale, pour recueillir les contributions des communautés et des acteurs locaux et définir les contours de la charte. Ce document, très attendu par les parties prenantes, vise à encourager la gouvernance participative des ressources naturelles à la périphérie du PNNK.

Genre

En octobre, des ateliers de sensibilisation sur l'égalité de genre ont été menés à Linkéring et Dialacoto, réunissant 25 femmes par commune. Ces sessions ont mis en avant les difficultés d'accès des femmes à la terre, aux intrants, aux équipements et au financement ainsi que des pistes de solution, comme une plus grande participation aux instances de prise de décision.



Sénégal,
sensibilisation contre
les feux de brousse

Enfin, les groupements de femmes de 4 villages cibles d'Am Be Koun - Solidarité ont été formés et accompagnés dans la mise en place de caisses AVEC (Association Villageoise d'Épargne et de Crédit). Objectif : assurer une gestion transparente et efficace des épargnes. Les épargnes ainsi constituées pourront permettre de financer la scolarité des enfants, les cérémonies familiales, les soins de santé et des activités génératrices de revenus. D'autres villages, où des AVEC existaient déjà, ont été renforcés dans leur fonctionnement.



Sénégal, l'UNESCO
rencontre les autorités
du Parc National du
Niokolo-Koba

SÉNÉGAL

LES MANGROVES

FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Le delta du Sine Saloum, au Sénégal, fait partie des régions les plus fragiles face aux effets des changements climatiques: montée des eaux, érosion des côtes, salinisation des terres, perte de biodiversité... Depuis plusieurs années, nous accompagnons les communautés locales qui dépendent directement de ces écosystèmes à travers deux programmes majeurs. Le premier, financé par la Coopération belge, vise à renforcer la **résilience socio-écologique des écosystèmes de mangroves**. Le second, appelé **Niowan Saloum**, lancé en 2024 avec l'appui de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat et en partenariat avec APEFE et l'ONG locale Nébeday, s'intéresse aux « Pertes et Préjudices » (Loss and Damage)¹ causés par le dérèglement climatique.

En 2024, dans le cadre du premier programme, un règlement intérieur actualisé a été co-rédigé avec les habitants des six villages riverains de la Réserve Naturelle Communautaire de Palmarin (RNCP) afin de garantir une gestion durable et la protection de ce territoire de 2.200 hectares. Dans le même objectif, une plateforme flottante de surveillance de la mangrove a été installée. 26 écogardes en équipe de 4 s'y relaient quotidiennement pour stopper le braconnage ou d'autres activités néfastes dans ces méandres du delta. Pour renforcer leur engagement, nous avons misé sur des activités génératrices de revenus. L'apiculture est l'une des plus prometteuses: **en 2024, 87 ruches ont été installées et 40 personnes, dont une dizaine de femmes, se sont lancées dans la production de miel de mangrove**, aux caractéristiques sucré-salé inégalables! D'autres filières sont testées: pisciculture, mytiliculture (élevage de moules), écotourisme...

Le projet Niowan Saloum vient compléter cette approche. Il répond à une urgence: les impacts du dérèglement climatique sur les communautés et leur patrimoine. L'érosion côtière menace des sites historiques, comme



les tumulus coquilliers, véritables archives culturelles des peuples autochtones. Ce projet documente ces pertes, sensibilise les habitant-es et propose des réponses concrètes, comme la restauration de parcours écotouristiques, la protection contre l'érosion ou encore la valorisation des savoirs locaux.

Pour améliorer la résilience socio-écologique des côtes face à la crise climatique, nous allions les savoirs scientifiques, le vécu, l'expertise et le ressenti des populations locales dans une action coordonnée sur le long terme. Nous travaillons ainsi en étroite collaboration avec des scientifiques, des mémorant-es, doctorant-es et stagiaires, issu-es tant d'institutions sénégalaises que belges. Une étude ethnobotanique, menée avec le laboratoire SERM² de l'ULB et l'association Sabali Expeditions, explore l'évolution de la mangrove et les services qu'elle rend aux communautés. Elle alimente une thèse de doctorat en cours portant sur la dynamique de la végétation, la séquestration de carbone et les formes de gouvernance participative. Deux stages, encadrés par l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, complètent cette dynamique: l'un sur la diversité floristique et la structure des peuplements dans le delta du Saloum, l'autre sur les impacts sociaux, économiques et écologiques des efforts de restauration. Cette seconde recherche inclut également l'étude des modèles de gestion les plus adaptés pour impliquer les acteurs locaux, les agents de conservation, les ONG, l'État et le monde scientifique. Un autre travail

universitaire, réalisé avec une équipe d'étudiant-es de la Solvay Business School de l'ULB, s'est intéressé à la faisabilité économique d'une unité de collecte et de recyclage de plastiques ramassés le long de ces écosystèmes côtiers.

INFOS TECHNIQUES

RÉSILIENCE SOCIO-ÉCOLOGIQUE DES ÉCOSYSTÈMES DE MANGROVES AU SÉNÉGAL | NIOWAN SALOUM 1

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES APEFE, Association Sabali Expéditions, Institut des Sciences de l'Environnement (ISE), Laboratoire SERM de l'ULB, Nebeday, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

BAILLEURS Coopération belge (DGD) | Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC)

DURÉE 2022 – 2026 | 2024-2026

CONTACTS Ousmane Niang et Thierry De Coster

BUDGET 464.897 € | 600.000€

1 — Les Pertes & Préjudices désignent les pertes irréversibles causées par le changement climatique, au-delà des capacités d'adaptation. Il implique un soutien financier des pays riches envers les pays vulnérables.

2 — Systems Ecology and Resource Management Research Unit

RDC

DES BÉBÉS NAISSENT

ET LES MANGROVES RENAISSENT

Les mangroves comptent parmi les écosystèmes les plus efficaces en matière de stockage de carbone par hectare. Leur protection et leur restauration constituent donc un levier majeur pour faire face à l'urgence climatique. C'est dans ce contexte qu'est né Baby-boom en 2022. Ce projet, soutenu par la Ville de Bruxelles, contribue au reboisement actif du Parc Marin des Mangroves en plantant au moins 6 arbres matures pour chaque naissance déclarée à la commune.

Forts des bonnes pratiques et apprentissages tirés des deux dernières années, nous avons poursuivi les campagnes de reboisement aux côtés des communautés de pêcheurs des villages de Mbondo et de Kimongowolo. Les protocoles, de la récolte des propagules à leur plantation, sont désormais bien maîtrisés par les habitant-es. La mise en place de pépinières a permis d'étendre la période de reboisement sur une grande partie de l'année, augmentant ainsi notre capacité d'action. La gestion des pépinières a également été optimisée : les plants y séjournent moins longtemps, ce qui a permis d'atteindre un taux de survie de 81 %, une fois plantés.



RDC, reboisement de palétuviers dans le Parc Marin des Mangroves



RDC, Parc Marin des Mangroves

Plusieurs avancées notables témoignent du renforcement du projet :

- Les communautés locales proposent des volumes croissants de propagules à la vente, générant des revenus complémentaires non négligeables.
- Les écogardes observent une diminution significative de la participation des habitant-es de Mbondo et Kimongowolo aux activités de déforestation, signe encourageant d'une meilleure sensibilisation sur l'importance de la préservation des mangroves.
- Le Parc Marin des Mangroves dispose désormais d'un personnel élargi et formé, capable de gérer les opérations de reboisement et de diffuser les savoir-faire dans d'autres zones.
- Enfin, les relations entre les communautés locales et le Parc Marin se sont considérablement apaisées, ce qui constitue une évolution indispensable pour garantir une gestion durable et partagée des ressources naturelles du territoire.



161.804
**PALÉTUVIERS ONT
ÉTÉ PLANTÉS EN
2024**

INFOS TECHNIQUES

BABY-BOOM

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), Parc Marin des Mangroves (PMM), Réserve de Biosphère de Luki

BAILLEUR Ville de Bruxelles

DURÉE 2022 – 2024

CONTACTS Ernest Muanda et
Florian Delespesse

BUDGET 50.000€

LES FORÊTS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA RÉGULATION DU CLIMAT MONDIAL

Elles absorbent le carbone de l'atmosphère et le stockent ensuite, agissant comme des puits de carbone naturels.

OÙ EST STOCKÉ LE CARBONE ?

Il existe différents réservoirs de carbone dans un écosystème forestier

Biomasse vivante :

Feuilles, brindilles, racines des arbres, tronc et branches

Biomasse morte :

Débris ligneux, litière

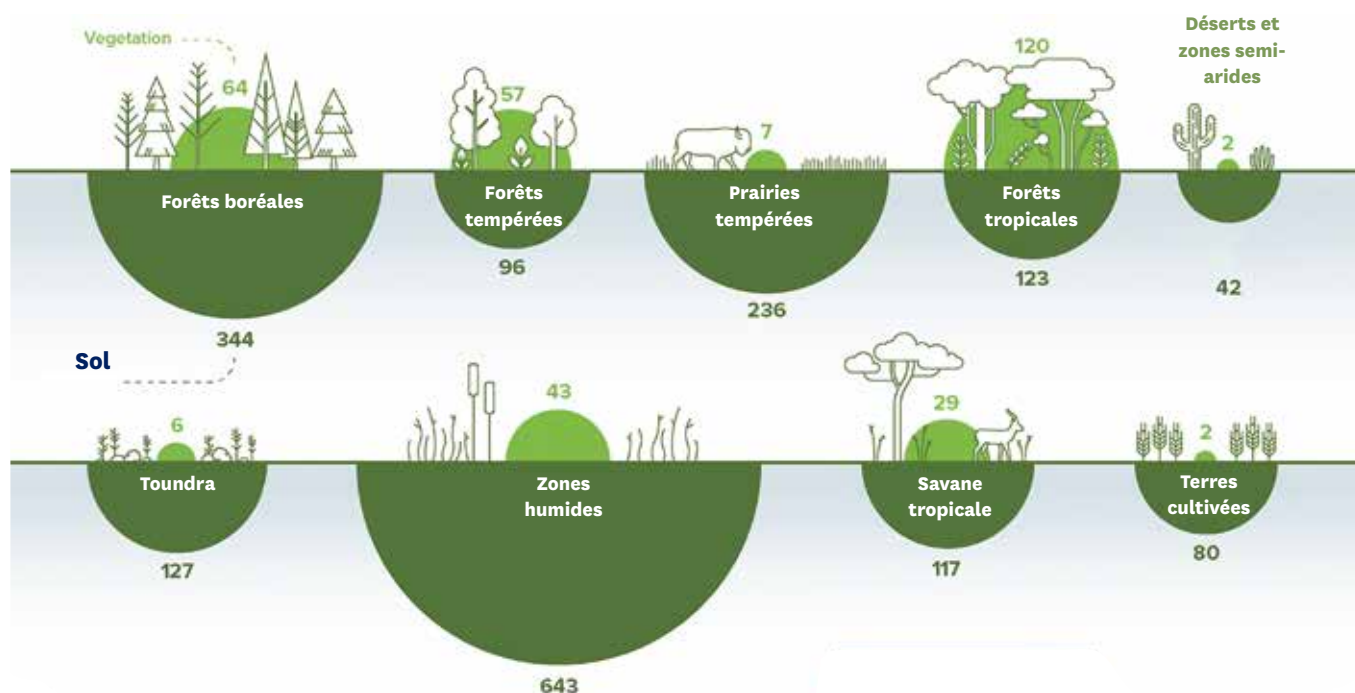
Sol



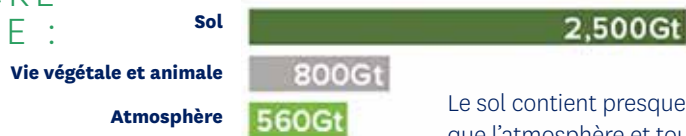
STOCKAGE DU CARBONE

Les forêts du monde absorbent environ 15,6 gigatonnes de CO₂ chaque année. Cependant, environ 8,1 gigatonnes de CO₂ sont relâchées dans l'atmosphère à cause de la déforestation, des incendies et d'autres perturbations.

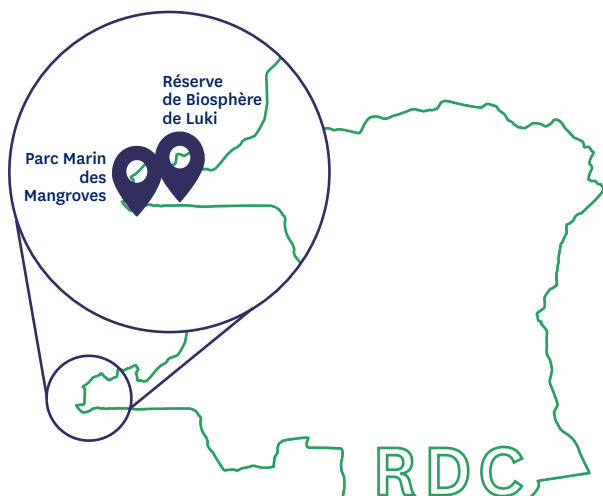
La capacité du sol à stocker du carbone dépend du type de sol, de la végétation et du climat. En général, plus il est humide et froid, meilleur est le stockage.



CARBONE STOCKÉ DANS LE MONDE :



Le sol contient presque deux fois plus de carbone que l'atmosphère et toute la vie végétale et animale combinées.



RDC

CONCILIER DÉVELOPPEMENT RURAL ET CONSERVATION : DÉFI RÉUSSI !

En République démocratique du Congo, le programme de gestion intégrée des territoires se concentre autour de deux aires protégées : la Réserve de Biosphère de Luki et le Parc Marin des Mangroves (PMM).



RDC, Kongo-Central, vérification du miel à Lemba

Réserve de Biosphère de Luki : l'apiculture à maturité

Les activités que nous menons dans cette région arrivent à maturité, avec une autonomie croissante des communautés. Si la filière apicole a mis du temps à se construire, notamment en raison de la technicité de la pratique, le Collectif des Apiculteurs du Mayombe (COAPMA) et ses associations d'apiculteurs sont maintenant à même d'accompagner leurs membres, notamment dans la commercialisation du miel en grandes surfaces, grâce à notre partenaire de Kinshasa, Manna SPRL. Les accords commerciaux entre ces acteur-trices sont solides et éprouvés par les années, permettant de garantir un approvisionnement stable et des prix justes et négociés en amont de la saison. La production de nectar et de pollen s'est montrée plus faible cette année, conséquence probable du dérèglement climatique et d'une pluviométrie perturbée.

Le reboisement entamé depuis de nombreuses années avec l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique (INERA) revêt une importance cruciale pour garantir une nourriture suffisante pour les abeilles. Le Jardin Botanique Mellifère de Luki permet de produire les semences et plants nécessaires aux reboisements communautaires. L'appui technique par les scientifiques de l'INERA aux pépinières gérées par les apiculteur-trices est aussi un maillon crucial dans la filière apicole et dans la restauration des écosystèmes dégradés.

Parc Marin des Mangroves : 3 victoires majeures

2024 a marqué un tournant. Le travail d'accompagnement mené avec les communautés, en collaboration avec le Centre Congolais de Protection de la Nature et nos équipes sur le terrain, commence à porter ses fruits.

Première victoire : des villageois-es tout juste formé-es à l'apiculture ont récolté leurs premiers litres de miel. Les quantités restent modestes, mais elles ont généré de premiers revenus et renforcé la confiance dans cette activité. Cette expérience concrète montre que l'apiculture est une voie accessible et prometteuse pour diversifier les moyens de subsistance. Les apiculteur-trices peuvent s'appuyer sur un débouché déjà opérationnel, via la même filière que celle de Luki, ce qui facilite la commercialisation. Les ventes tombent en période de faible activité dans la pêche, assurant ainsi un revenu complémentaire à un moment stratégique.

Deuxième victoire : les jeunes s'impliquent activement dans le maraîchage. Dans un contexte où leur place dans le développement rural est cruciale, nos équipes — composées en grande partie de jeunes — ont su

mobiliser leurs pairs. Le succès repose sur une production agroécologique rapide et adaptée, avec des cultures comme le piment, le gombo ou l'aubergine. Ces récoltes fréquentes génèrent des revenus stables et alimentent le marché local de Muanda. Cette dynamique redonne à la jeunesse une perspective d'avenir ancrée dans leur territoire.

Troisième victoire : les activités menées en périphérie du Parc Marin des Mangroves sont désormais étroitement liées aux actions du parc. Au-delà du reboisement (voir projet « Baby-Boom »), elles soutiennent les filières locales et favorisent une meilleure articulation entre conservation de l'environnement et développement rural. Cette collaboration contribue à réduire les tensions anciennes entre besoins communautaires et protection écologique.

Pour renforcer cette dynamique et améliorer le suivi du parc, nous pouvons compter sur le précieux appui de l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique.



RDC, Kongo-Central, Comité scientifique de septembre à Boma

Comité Scientifique

En 2024, le Comité Scientifique s'est à nouveau réuni, renforcé dans son organisation par l'UNESCO et d'autres partenaires. Le comité vise à renforcer la coordination entre chercheur-euses, porteurs de projets, communautés, services étatiques et élu-es, de plus en plus

nombreux à vouloir y participer. Les échanges de septembre ont porté sur les dynamiques de recherche, la qualité des travaux, leur adéquation aux besoins locaux, et la nécessité d'une meilleure synergie entre acteurs.

INFOS TECHNIQUES

SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES EN RDC

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES Centre Congolais de Protection de la Nature (CCPN), Collectif des Apiculteurs du Mayombe (COAPMA), Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique (INERA), Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique, Manna SPRL, Parc Marin des Mangroves (PMM), Réserve de Biosphère de Luki

BAILLEUR Coopération belge (DGD)

DURÉE 2022 – 2026

CONTACTS Ernest Muanda et Florian Delespesse

BUDGET 1.948.961 €



RDC, Kongo-Central, récolte d'aubergines à Kimongwolo



L'ONG DES UNIVERSITÉS

Face à un monde en mutation rapide, marqué par la raréfaction des financements publics et la transformation du secteur de la solidarité internationale, Eclósio (ULiège) et ULB-Coopération (ULB) ont décidé d'unir leurs forces, rejointes par l'Université de Mons. De cette fusion naîtra l'année prochaine **Ucoopia**, une nouvelle ONG universitaire qui incarnera une ambition renouvelée : mieux répondre aux défis globaux grâce à une action plus forte, plus agile et mieux ancrée dans l'expertise académique. Début de l'aventure prévu en janvier 2026 !

Pourquoi fusionner ?

La création d'**Ucoopia** repose sur un constat simple : ensemble, nous sommes plus efficaces. Cette fusion permet de mutualiser les ressources, renforcer les synergies entre institutions académiques et maximiser l'impact des projets sur le terrain. Elle n'interrompt aucun projet en cours : les partenaires et les bénéficiaires continuent d'être accompagnés, tout en ouvrant la voie à de nouvelles opportunités de collaboration, d'innovation et d'engagement.

Une ONG inédite

Ucoopia deviendra la **première ONG interuniversitaire**, portée par trois universités partenaires – ULB, ULiège et UMons. Son ambition est de devenir une référence essentielle sur les questions de coopération, en Belgique et au-delà. L'ancrage académique est au cœur de son identité : implication dans des projets de recherche-développement, valorisation pratique des recherches, actions d'éducation citoyenne sur les campus, partenariats avec des universités locales, participation aux alliances universitaires

européennes CIVIS, EUNICE et UNIC... Cette dynamique interuniversitaire favorisera également l'accès des chercheur-euses aux terrains d'intervention et à l'expertise des partenaires locaux.

Notre méthodologie

Dans ses actions, **Ucoopia** développera une approche systémique, transdisciplinaire, ancrée dans les territoires et basée sur une méthodologie rigoureuse : les hypothèses, basées sur la littérature scientifique et les savoirs locaux, seront mises à l'épreuve sur le terrain. Les résultats ainsi obtenus contribueront à adapter les projets et nourrir la recherche dans une dynamique d'amélioration continue.

Plus d'infos :
www.ucoopia.org

Nos zones d'action

Ucoopia mènera ses actions dans cinq grandes régions du monde. Cette présence s'appuie sur un réseau de partenaires locaux solides et sur un engagement durable dans les territoires.

Amérique latine

Bolivie, Pérou

CRÉATION DU CEMUBAC (CENTRE SCIENTIFIQUE ET MÉDICAL DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES EN AFRIQUE CENTRALE, DEVENU ULB-COOPÉRATION)

1938

CRÉATION D'ADG (AIDE AU DÉVELOPPEMENT GEMBLoux, DEVENUE ECLOSIO)

1986

Nos thématiques d'action

Grâce aux expertises combinées des ONG fondatrices, **Ucoopia** interviendra sur des thématiques cruciales pour un développement durable et équitable



Systèmes alimentaires durables, agroécologie et gestion des ressources naturelles



Santé et systèmes de santé



Insertion socio-économique des jeunes : entrepreneuriat durable et vert



Éducation citoyenne mondiale et éducation permanente

Europe
Belgique

Afrique de l'Ouest

Bénin, Burkina Faso, Guinée, Sénégal

Asie
Cambodge

Afrique centrale et australe

République démocratique du Congo, et prochainement Madagascar

170
EMPLOYÉ·ES
(35 en Belgique et 135 sur les terrains)

12 À 16
MILLIONS
D'EUROS
DE BUDGET
ANNUEL

CRÉATION D'ULB-COOPÉRATION

2014

PREMIER PROGRAMME COMMUN UNI4COOP

2017

2018
CRÉATION D'ECLOSIO

PREMIER POSTE PARTAGÉ ENTRE ULB-COOPÉRATION ET ECLOSIO
2021

2022
PREMIER BUREAU COMMUN AU SÉNÉGAL

LANCEMENT DU PROCESSUS DE RAPPROCHEMENT
juin 2024

sept. 2024
PREMIER ATELIER STRATÉGIQUE

FUSION ET CRÉATION D'UCOPIA
jan. 2026



RDC, Nord-Kivu, le centre de santé Ndoshho, octobre 2024

RDC SOIGNER MALGRÉ TOUT : LA SANTÉ PROGRESSE AU NORD-KIVU

En 2024, malgré un climat d'instabilité et de nombreux défis logistiques, les projets menés au Nord-Kivu ont renforcé l'accès aux soins pour plus de 500.000 de personnes. Infrastructures modernisées, formations médicales, approvisionnement renforcé, implication des communautés : sur tous les fronts, les équipes ont redoublé d'efforts pour bâtir un système de santé plus solide, inclusif et durable.

PARISS

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT
INTÉGRÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES

AEDES, Étoile du Sud, Prospective & Coopération

BAILLEUR Agence Française de Développement (AFD)

DURÉE 2022-2026

CONTACTS Jean-Bosco Kahindo et Gaëlle Metz

BUDGET 9.000.000€

En 2024, le Projet d'Appui au Renforcement Intégré du Système de Santé (PARISS), financé par l'Agence française pour le développement, a poursuivi ses actions pour améliorer l'accès aux soins à Goma, dans les zones de Karisimbi et Nyiragongo. Il a touché directement 500.000 habitant-es, dont 260.000 femmes et 96.000 enfants de moins de cinq ans, et indirectement 700.000 personnes.

L'amélioration des infrastructures a été un axe central. À Ndoshho, la réhabilitation du centre de santé est achevée à 60 %, avec un bâtiment principal déjà quasi finalisé. À Kanyaruchinya et Kiziba, la construction des pavillons de maternité et des blocs opératoires est en cours, malgré quelques retards. Comme pour nos autres constructions, le projet a intégré une dimension écologique en respectant les normes du Plan de Gestion Environnementale et Sociale et en installant un incinérateur pour éliminer les déchets médicaux de façon sécurisée.

L'approvisionnement en médicaments et équipements a été renforcé : 60.000 € de médicaments ont été livrés à 20 structures sanitaires et deux ambulances médicalisées ont été mises en fonction dès le mois d'avril, améliorant la rapidité des soins et augmentant les chances de survie des cas graves.

L'engagement communautaire a joué un rôle clé pour ajuster le projet aux réalités du terrain et surmonter certains obstacles, tels que les grèves dans l'enseignement public ou les retards administratifs. **À Kiziba, les habitants ont contribué à la réhabilitation d'un centre de santé en fournissant main-d'œuvre et matériaux, illustrant leur adhésion au projet.** Dans 31 écoles, des Villages Genre ont été créés pour sensibiliser et prévenir les violences. Une cartographie des acteurs de la santé a par ailleurs été initiée et des groupes de réflexion mis en place pour améliorer l'accès aux soins.

Le renforcement des compétences du personnel médical s'est poursuivi : les cycles de formations ont couvert différentes thématiques telles que la prise en charge des épidémies, l'intégration des soins essentiels, l'inclusion sociale et au genre, la gestion des médicaments, la gestion et l'utilisation des données de santé.

Alors que 2024 a posé les bases du projet PARISS, 2025 s'annonce déterminante. Le projet poursuivra ses efforts pour une couverture sanitaire plus équitable en renforçant les capacités locales et l'engagement communautaire. Grâce à cette dynamique collective, malgré le contexte et l'importance des défis à venir, des avancées durables sont en marche



RDC, Nord-Kivu, réhabilitation du bloc opératoire de l'Hôpital de Manguredjipa, août 2024

pour un système de santé plus solide et accessible à tous·tes.

PADISS 3

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ 3

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES Division provinciale de la santé (DPS), Équipes cadres de zone (ECZ), Hôpital provincial du Nord-Kivu, Inspection provinciale de la santé (IPS), Ministère de la Santé

BAILLEURS Coopération belge (DGD) et Union européenne (UE)

DURÉE 2024-2025

CONTACTS Jean-Bosco Kahindo et Charlotte Van Roy

BUDGET 4.400.000€

Le programme PADISS 3 s'inscrit dans la continuité des programmes PADISS 1 et PADISS 2, avec l'ambition d'améliorer l'accès aux soins et de renforcer le système de santé dans la province du Nord-Kivu dans 9 zones de santé : Biena, Goma, Karisimbi, Kyondo, Manguredjipa, Masereka, Musienene, Rutshuru et Vuhovi.

En 2024, la lutte contre la malnutrition s'est intensifiée avec l'organisation du suivi nutritionnel de 7.200 femmes enceintes et enfants. Les Unités Nutritionnelles



Thérapeutiques Intensives (UNTI) qui prennent en charge les cas les plus graves, ont été intégrées dans les Hôpitaux généraux de référence (HGR). La livraison de laits thérapeutiques et compléments alimentaires a permis d'améliorer la prise en charge des nourrissons. Le programme a également encouragé le développement de jardins communautaires et d'unités d'élevage pour renforcer la sécurité alimentaire.

Le volet de renforcement du système de santé s'est poursuivi selon 4 axes. Les hôpitaux de Manguredjipa, Vuhovi et Musienene et des centres de santé ont été modernisés, grâce à des constructions et des réhabilitations. Des intrants médicaux essentiels (médicaments et petits matériels) ont été livrés aux différentes structures. Le plan de formation continue du personnel a été poursuivi. De nouveaux modules de formations par simulation ont été mis au point par le centre de formation continue du Nord-Kivu (CFNK). Une nouvelle approche, basée sur des vidéos de formation, a été testée afin de toucher un plus grand nombre. Enfin, les actions menées pour assurer la mise en place du système d'accréditation ont permis une amélioration des références hospitalières et un renforcement des autorités sanitaires pour une meilleure gouvernance.

La modernisation de l'état civil est un nouvel axe d'action qui a débuté avec le PADISS 3. Il vise à renforcer l'enregistrement systématique des naissances dans les 9 zones de santé afin de participer à un meilleur suivi sanitaire de la population. Le projet s'est attelé à la formation des agents et à la mise en place de la logistique nécessaire pour permettre cet enregistrement au niveau des zones de santé. En parallèle, dans le même objectif de traçabilité et de qualité des soins, l'informatisation des dossiers patients progresse.

La recherche a également été l'un des axes majeurs de cette année. **L'Observatoire de la santé a été mis en place avec comme objectifs de mieux documenter les défis sanitaires locaux, d'analyser l'impact des interventions et d'orienter les stratégies futures en santé publique.**

Les Centres de Santé Médicalisés Urbains (CSMU), qui s'inscrivent dans le cadre d'une recherche-action menée depuis PADISS 1, nous offrent à présent suffisamment de recul pour améliorer le dispositif. Les principales recommandations ont été partagées avec les autorités et d'autres acteurs de la santé qui ont intégré certaines de celles-ci dans leurs approches.

Derrière ces actions, c'est toute une population qui accède à des soins de

meilleure qualité et à un environnement sanitaire amélioré. En 2025, PADISS 3 poursuivra ses efforts avec de nouvelles formations, la modernisation des structures de santé et le développement de la recherche en santé publique.

HPNK +

HÔPITAL PROVINCIAL DU NORD-KIVU

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES Division provinciale de la santé (DPS), Équipes cadres de zone (ECZ), Hôpital provincial du Nord-Kivu, Inspection provinciale de la santé (IPS), Ministère de la Santé

BAILLEUR Union européenne (UE)

DURÉE 2021-2025

CONTACTS Prudence Mitangala et Charlotte Van Roy

BUDGET 8.000.000€

En 2024, le projet HPNK+ a poursuivi son plan de réhabilitation de l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu.

Pour permettre la poursuite des activités hospitalières durant les travaux, plusieurs locaux techniques ont dû être construits avant d'entamer l'édification des éléments centraux du nouvel hôpital, le nouveau

pôle mère-enfant et de nouvelles salles d'opération.

Durant la première moitié de l'année, les travaux ont concerné les sites de la pharmacie et des urgences et ont également vu l'installation de nouveaux systèmes électriques et d'alimentation en eau. Une nouvelle morgue et un atelier de maintenance biomédicale ont été construits. La buanderie et l'hébergement pour les garde-malades ont été réhabilités. La seconde partie de l'année a permis la construction de nouveaux sanitaires, la finalisation des urgences et de la pharmacie, ainsi que l'aménagement du plateau technique du bloc opératoire et du laboratoire.

Des équipements médicaux modernes ont été acquis et installés. Afin d'accompagner la mise en service des nouvelles infrastructures, plus de 200 membres du personnel ont reçu des formations sur l'utilisation des nouveaux équipements et sur la manière d'optimiser leur pratique. **L'organisation plus efficace des services a contribué à une amélioration notable de la qualité des soins pour les 10.000 patient-es pris en charge chaque année.**

Pour arriver à ces résultats, plusieurs défis logistiques majeurs ont été relevés. Les retards dans l'acheminement des matériaux en raison de l'insécurité régionale ont nécessité un ajustement régulier



RDC, Nord-Kivu, urgences de l'Hôpital Provincial (HPNK)

des plannings et une diversification des fournisseurs. La recherche de solutions alternatives et de nouveaux partenariats ont également permis de faire face à la hausse importante de certains prix.

L'accueil des bénéficiaires est très positif. Patient-es et personnel hospitalier ont noté une prise en charge plus rapide et efficace des malades. D'un point de vue environnemental, l'intégration de systèmes écologiques pour l'eau et l'énergie a contribué à réduire l'empreinte carbone de l'hôpital.

En 2025, l'objectif est de poursuivre l'amélioration des services et d'assurer la durabilité des infrastructures mises en place.

INFRA+

AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES Comités directeurs des différents hôpitaux et des centres de santé, Conseil d'administration de la CADIMEBU, Division provinciale de la santé (DPS), Équipes cadres de zone (ECZ), Inspection provinciale de la santé (IPS), Ministère de la Santé

BAILLEUR Union européenne (UE)

DURÉE 2022-2026

CONTACTS Prudence Mitangala et Charlotte Van Roy

BUDGET 10.371.032€



RDC, Nord-Kivu, construction du bâtiment de dépôt des produits pharmaceutiques de l'Hôpital provincial (HPNK)



Le projet INFRA+ contribue à un système de santé plus accessible et efficace dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri par son important volet de construction et réhabilitation. Malgré un contexte marqué par l'insécurité persistante et des défis logistiques importants, notamment lié à l'impraticabilité de certaines routes, le projet a pu maintenir le cap grâce à l'implication des acteurs locaux et à la mobilisation des communautés. **En 2024, 13 chantiers ont été menés. Sept nouveaux ouvrages ont été construits, six structures ont été réhabilitées, permettant aux établissements de santé de mieux répondre aux besoins croissants de la population.**

Parmi les réalisations les plus significatives figurent la finalisation du bloc opératoire, de la maternité, des soins intensifs et des urgences à l'Hôpital général de référence de Masereka, ainsi que l'achèvement des pavillons de soins intensifs, de radiologie et du laboratoire à l'hôpital de Mambasa. L'hôpital de Kyondo a bénéficié de la construction d'un bâtiment moderne dédié à l'imagerie médicale et à la buanderie, tandis que les hôpitaux de Komanda et Nizi ont vu l'installation de nouveaux blocs hospitaliers et d'infrastructures essentielles. Grâce à ces améliorations, c'est plus de 50.000 patient-es, hospitalisé-es chaque année, qui profitent désormais d'un cadre de soins plus moderne et adapté à leurs besoins.

Pour répondre au défi majeur de l'accès à l'eau potable, quatre hôpitaux généraux de référence (Masereka, Kyondo, Mambasa et Komanda) ont été équipés d'un système d'approvisionnement en eau potable, améliorant directement la qualité de vie de 31.000 personnes. En parallèle, l'installation progressive de systèmes photovoltaïques garantit désormais un accès durable à l'énergie et le bon fonctionnement des équipements médicaux essentiels.

Le renforcement des capacités du personnel médical a également été une priorité en 2024. Ainsi, plus de 400 professionnel·les de santé ont bénéficié de formations techniques leur permettant

d'assurer l'entretien des nouvelles infrastructures et d'optimiser l'utilisation des équipements biomédicaux.

Chaque année, 7.200 femmes accouchent désormais dans des structures mieux équipées, bénéficiant d'un suivi médical renforcé. La modernisation de la centrale de distribution CADIMEBU a permis d'améliorer l'approvisionnement en médicaments pour les 6,8 millions d'habitantes de l'Ituri, contribuant ainsi à une prise en charge plus rapide et plus efficace des patient-es.

Ces résultats encourageants, malgré le contexte difficile, n'auraient pu être atteints sans la **mobilisation exemplaire des communautés locales** qui ont contribué aux différents chantiers, sous forme d'apport de matériel et de participation aux travaux d'aménagement. Dans le village de Butembo, la population locale elle-même s'est organisée pour sécuriser un centre de santé après plusieurs incidents liés à l'instabilité politique. Dans le cadre de notre programme d'emploi solidaire, des contrats ont été proposés aux femmes des camps de réfugiés pour participer à la construction des pavillons pour les hôpitaux de Komanda et Mambasa.

En 2025, INFRA+ poursuivra ses efforts avec l'achèvement des derniers chantiers, le déploiement de nouveaux équipements médicaux et le renforcement des capacités des soignant-es.



RDC, Ituri, construction de la centrale d'approvisionnement et distribution des médicaments de Bunia.



RDC, Nord-Kivu, construction du pavillon gynécologique de l'Hôpital général de référence Masereka

LA SANTÉ : UN ENJEU CAPITAL

L'année 2024 a été une année riche en avancées et événements pour nos projets de santé à Kinshasa. PH-RDC, SIMFOR, Mascu+... : découvrez les réalisations concrètes derrière les acronymes !

Mascu+ : clap de fin

Le projet Masculinités positives et santé co-responsable, mené depuis 2022 au Nord-Kivu par l'Académie Nationale Paysanne Congolaise (ANPC) et à Kinshasa par « Si Jeunesse Savait », s'est clôturé par une après-midi festive à Kinshasa en janvier 2025. Pour la dernière année du projet, les élèves, personnels médicaux et mototaxis ont travaillé à l'élaboration de chartes pour encourager les comportements positifs dans leurs institutions respectives. Au total, plus de 4.000 kinois-es ont participé aux débats et ont élaboré des chartes qu'ils et elles s'engagent à respecter. L'engouement a été très marqué chez les mototaxis, avec une participation qui a dépassé nos attentes.

SIMFOR : 12 personnes formées à la pédagogie par simulation

L'enthousiasme pour notre approche multi-acteurs basée sur l'expérience des participant-es s'est aussi manifesté dans le projet SIMFOR. Deux spécialistes de la formation par simulation en santé du SimLabS de l'ULB, ont initié un processus de formation de formateur-trices qui se poursuivra en 2025. 12 personnes, médecins, infirmier-ères ou sages-femmes (dont un colonel) ont été formées à l'animation de sessions de simulation pour améliorer



RDC, Kinshasa, atelier de capitalisation du projet Masculinités positives

les pratiques et les processus de collaboration au sein des équipes médicales. L'approche mise en place dans le projet ne nécessite pas d'équipements ou de mannequins coûteux : à partir de cas réels, des scénarios sont élaborés pour simuler les situations et détecter les moments où des erreurs peuvent se produire. Ce projet est réalisé en partenariat avec la Plateforme Hospitalière de RDC (PH-RDC), les Cliniques Universitaires de Kinshasa et l'UNIKIN, afin de préparer la diffusion de ces pratiques d'apprentissage le plus largement possible.

La PH-RDC convainc les hôpitaux et les autorités publiques

La Plateforme Hospitalière de RDC (PH-RDC) a, quant à elle, poursuivi ses activités, d'une part avec des formations consacrées notamment à la santé de la mère et de l'enfant, l'hygiène hospitalière, la formation par simulation et, d'autre part, avec 7 micro-projets financés en 2024. Depuis deux ans, la PH-RDC a changé de stratégie : elle n'oriente plus ses appels sur un thème particulier mais laisse les hôpitaux proposer des projets en fonction de leur contexte et de leurs besoins. Ainsi, l'année 2024 a vu se développer des micro-projets à impact dans les domaines de l'hygiène hospitalière, de la chirurgie de la cataracte, de la décontamination des équipements, de la gestion des déchets biomédicaux et de l'amélioration de la gestion des dossiers des patient-es.

Constatant le succès des micro-projets, les hôpitaux ont augmenté leur participation financière et contribuent désormais à hauteur de 30% du budget total, contre 10% en 2021. Avec notre soutien, la PH-RDC a également diversifié ses partenariats, notamment avec Enabel pour le développement de la formation continue dans le cadre du dispositif Excellensis (300 membres des hôpitaux de la PH-RDC ont été formés), mais aussi avec l'UNILU (Université de



RDC, Kinshasa, formation SIMFOR (pédagogie par la simulation)



RDC, Kinshasa, centre
ophtalmologique de
Masina

INFOS TECHNIQUES

SANTÉ À KINSHASA

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES Académie Nationale Paysanne Congolaise, CHIRPA, Chaîne de l'Espoir, DPS Kinshasa, Étoile du Sud, ECZ Kintambo, PH-RDC, Plateforme des mutuelles de santé, ministère de la Santé, Si Jeunesse Savait, SimLabS de l'ULB, UNIKIN

BAILLEURS Coopération belge (DGD) et Wallonie-Bruxelles International (WBI)

DURÉE 2022 – 2026

CONTACTS Serge Ngaima et Félix Vanderstricht

BUDGET 1.700.287 €

Lubumbashi) et l'ULB pour le développement de la formation en anatomie au niveau Master et avec d'autres ONG belges (Memisa, Médecins sans Vacances...). Le partage d'expériences entre hôpitaux membres de la plateforme s'est également renforcé à travers un atelier sur la numérisation, qui a permis de réunir des informaticiens, des gestionnaires et des personnels administratifs, autour d'échanges de savoirs sur la résistance aux antibiotiques et le dépistage du cancer du col de l'utérus, en partenariat avec le centre Dream.

Enfin, dans le cadre de réformes menées par le gouvernement congolais, la PH-RDC a été sollicitée pour participer à la révision de la politique nationale de développement du secteur hospitalier.

La population de Kintambo démarche les structures de santé

Dans la zone de santé de Kintambo, le projet avance comme prévu. Étoile du Sud et ULB-Coopération ont sensibilisé les usagers de 8 aires de santé aux soins centrés sur la personne et, plus largement, au droit à la santé. À la suite de ces échanges, les groupes de réflexion d'usagers se sont saisis de la problématique et ont démarché les structures de santé, publiques comme privées, pour les encourager à utiliser la grille d'évaluation des soins centrés sur la personne, basée sur les standards de l'OMS et du ministère de la Santé. Petit-à-petit, celle-ci est devenue un outil incontournable et sert désormais de guide dans les projets d'amélioration ou d'appui. Dans la foulée, une carte des établissements de soins de la zone a été établie, grâce au logiciel KoboCollect, et a révélé que 95 % d'entre eux n'étaient pas enregistrés auprès des autorités sanitaires.

Le dispositif innovant du triple regard, qui croise les visions et expériences des régulateurs, soignants et population, a par ailleurs été utilisé avec succès pour renforcer la lutte contre l'épidémie de rougeole et les risques d'épidémies de Mpox dans Kintambo. Dans le « Home pour vieillards » de Lomami, une station de triage et d'orientation, inaugurée en août, a également permis de réduire drastiquement le risque de contagion et la mortalité.



RDC, Kinshasa,
Centre hospitalier
CBCO de
Kintambo



Belgique, Mons,
Campus en Action

BELGIQUE

2024 :

UNE ANNÉE ENGAGÉE !

L'union fait la force au sein d'Uni4Coop

2024 marque la moitié du programme quinquennal soutenu par la DGD. Nous avons entrepris une évaluation intermédiaire entre pairs au sein du consortium Uni4Coop, ce qui nous a déjà permis de tirer des enseignements pour la suite de nos actions.

Durant l'année, les chargé-es de projets organisent conjointement deux activités majeures au sein de l'ensemble des Universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles : l'Agrégation de l'Enseignement secondaire supérieur (AESS) et les Demi-Journées d'Échange sur la Souveraineté Alimentaire (DJESA). Grâce à un module spécifique, organisé avec Be Global dans le cadre de l'agrégation, les futur-es enseignant-es ont l'opportunité de découvrir la notion d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), d'expérimenter des outils et de réfléchir à l'intégration de cette thématique transversale dans leurs futurs enseignements. La DJESA, seconde activité récurrente, est organisée en partenariat

avec Humundi et Vétérinaires Sans Frontières depuis 2022. Cette demi-journée consacrée à la souveraineté alimentaire, permet de faire découvrir aux étudiant-es les enjeux de nos systèmes alimentaires à travers une activité culturelle et un atelier participatif. En 2024, elle a, une fois de plus, touché des centaines de participant-es.

Par ailleurs, en collaboration avec les Relations internationales de l'UMons, le weekend « Campus en Action » 2024 a exploré les liens entre racisme et capitalisme, avec des ateliers et des animations dispensés par des expert-es et des chargé-es d'ECMS des ONG universitaires. Venu-es des 4 universités, les 30 participant-es ont eu l'occasion de découvrir et approfondir leurs connaissances sur ces thématiques, tout en créant des réseaux professionnels et des liens avec leurs pairs.

Un campus qui bouge !

Grâce aux fonds octroyés par le programme éducatif de l'Union européenne, Erasmus+, ULB-Coopération a soutenu le cercle

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET SOLIDAIRE

PARTENAIRES/PARTIES PRENANTES

ARES-CCI, As Bean, Cercle Agro, Be Global, CAL, CEE&T, CHU Saint-Pierre, CNAPD, CODEPO, Ecolo J, Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Humundi, Ligue des Droits Humains, Quinoa ASBL, Service des relations internationales de l'ULB, SITO, UAE, UCOS, UJAMAA, ULB Engagée et Vétérinaires sans Frontières

BAILLEURS ARES-CCI, Brussels International, Coopération belge (DGD), Erasmus+ et Wallonie-Bruxelles International

DURÉE 2022 – 2026

CONTACTS Julie Bertheliet et Santiago Ospina Vargas

BUDGET 156.495 €



Belgique, Bruxelles, Demi-Journée d'Échange sur la Souveraineté Alimentaire (DJESA)

étudiant SiTO (Students in Transition Office) dans l'organisation de la première édition du FestiJuste, fin avril. Ce festival de 3 jours visait à sensibiliser l'ensemble de la communauté universitaire aux enjeux d'une transition socio-écologique juste et inclusive. Au total, plus de 500 étudiant-es, académiques, scientifiques et externes, ont participé à des ateliers, des rencontres, des arpentages de livres et des expériences sociales. Fort de cette expérience, le SiTO a organisé une deuxième édition en mars 2025.

Lors des activités organisées durant ces 3 jours, un autre projet, BRULB — Convergence des luttes et inclusivité, soutenu par Brussels International, s'est clôturé. Démarré en 2023, le projet a permis de familiariser ou renforcer 6 étudiant-es dans la thématique des luttes citoyennes, et les a accompagnés dans la création d'un escape game pédagogique, testé lors du FestiJuste.



Belgique, Bruxelles,
FestiJuste

Formation à l'interculturalité : une demande croissante

Chaque année, nous constatons une augmentation significative des demandes de formation à l'interculturalité et de préparation aux mobilités internationales, de la part des établissements d'enseignement supérieur. Le contexte mondial actuel n'y est certainement pas étranger. L'enjeu de ces formations est d'outiller les étudiant-es afin d'encourager le dialogue interculturel. Les collaborations avec l'ARES-CCI et Uni4Coop se poursuivent afin de former l'ensemble des bénéficiaires du programme bourse de voyage et l'accompagnement des micro-projets. Plus de 250 étudiant-es ont ainsi bénéficié de ces formations.

Les collaborations avec les Hautes Écoles se multiplient également. L'HELHa, en partenariat avec Eclasio, nous a invités à former ses étudiant-es. Idem du côté de l'HELb, qui, en début d'été 2024, a consacré une journée à la préparation des mobilités internationales, durant laquelle nous avons abordé différentes thématiques, telles que la sécurité, la communication et les stéréotypes, le choc culturel, la construction d'un projet et la communication interculturelle.

Dans le domaine de la santé, la demande se fait également sentir. En octobre





Belgique, Bruxelles, FestiJuste

2024, un projet pilote a été lancé avec le département de gynécologie-obstétrique du CHU Saint-Pierre afin de sensibiliser les prestataires de soins et la direction aux rapports de domination. À travers deux ateliers, basés sur les outils du Culturoscope et du théâtre de l'opprimé, les participant-es ont discuté et mis en lumière certaines problématiques dans la prise en charge des patient-es, ainsi que dans les relations entre collègues, leur permettant ensuite d'y apporter des solutions.

Au cœur des cursus

Outre ces activités ponctuelles, l'équipe ECMS a poursuivi son travail habituel au sein des programmes universitaires, via les Interdis'cours, notamment. L'intervention de nos coordinateurs des bureaux de Goma et Kinshasa, les Drs Jean-Bosco Kahindo et Serge Ngaima, lors du cours « Politiques et systèmes de santé, planification et

management » est devenue un rendez-vous annuel. Deux autres interventions ont abordé le thème de la décolonisation dans le cadre des cours d'« Anthropologie du Proche » et « Anthropologie du développement ».

Nous sommes également très heureux d'avoir contribué activement au lancement d'un nouveau cours dans le Master en sciences de la population et du développement : « Organisations et outils de la coopération internationale », où plusieurs collègues d'ULB-Coopération sont intervenu-es.

Enfin, dans le cadre du festival de films « AlimenTerre », organisé par Humundi, nous avons eu le plaisir de former un jury d'étudiant-es belges et congolais, qui a attribué le prix du jury étudiant, après projection des films en compétition dans nos bureaux bruxellois et kinois.



UNI4COOP :

INNOVER, SENSIBILISER ET CO-CONSTRUIRE AUTOUR DES SAVOIRS

En 2024, dans un contexte politique peu favorable à la coopération au développement, Uni4Coop — le consortium réunissant les quatre ONG universitaires francophones — affirme plus que jamais son engagement. Sur les campus comme sur les terrains, il déploie des initiatives pour renforcer l'esprit critique, l'engagement citoyen et la solidarité, en outillant les étudiant-es et les partenaires du Sud face aux grands défis mondiaux.

Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire

En 2024, les DJESA, Campus en Action, modules d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire, préparations au départ et micro-projets ont mobilisé des centaines d'étudiant-es (voir pages 22-24).

Des pratiques au service du changement

Dans le cadre du programme « Gestion inclusive des savoirs » (GIdS), plusieurs études sont en cours pour mieux comprendre comment la mise en dialogue des savoirs expérientiels et experts peut favoriser l'émergence de réponses appropriables et appropriées aux défis du développement.

Basée sur une enquête qualitative, une première étude de cas s'est penchée sur l'organisation d'un champ-école paysan (lieu d'expérimentation et d'apprentissage par la pratique). Objectifs ? Savoir si la prise en compte des savoirs paysans était propice à une meilleure adoption et diffusion de pratiques agri-durables et mieux comprendre l'articulation entre ces savoirs et les savoirs scientifiques mobilisés.

Plusieurs recommandations ont émergé, notamment :

- Outiller davantage les équipes en méthodologies et pratiques réflexives sur les rapports de pouvoirs en jeu.
- Créer des espaces de co-construction où les scientifiques sont « avec » les praticiens, où les échanges peuvent s'établir dans un cadre sécurisant, de reconnaissance mutuelle et équilibré.

Une deuxième étude de cas s'est intéressée au dispositif novateur dénommé « triple regard », un



Visite de suivi à Linkéring avec Eclasio

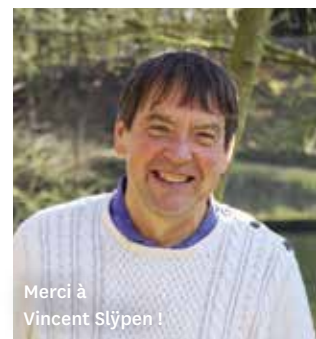
espace de concertation mis en place à Kinshasa entre usagers, prestataires de soins et régulateurs officiels de la santé afin d'améliorer l'offre de soins. Un dispositif où se construit de manière inclusive un savoir tourné vers l'action.

L'étude a montré l'importance de construire un dispositif où chaque groupe d'acteurs, en particulier ceux dont le savoir est généralement peu reconnu, puisse construire sa réflexion et formaliser ses savoirs avant de les mettre en dialogue avec d'autres acteurs. Elle a aussi permis d'attirer l'attention sur le soin à porter à l'identification des acteurs et la posture d'écoute lors des rencontres préalables, ainsi que l'importance du travail « diplomatique » des porteurs de projet pour permettre le rééquilibrage des rapports de pouvoir.

Ces expériences montrent l'importance du travail d'intermédiation que nous menons : animer, faire dialoguer, transmettre, faciliter, créer les conditions d'une participation équilibrée. Ce travail repose autant sur des compétences techniques que sur des qualités humaines : écoute, neutralité, curiosité, capacité à instaurer la confiance.

Une nouvelle coordination

Après de nombreuses années d'engagement au sein d'Uni4Coop, **Vincent Sljpen prend sa retraite bien méritée, merci à lui pour cette belle collaboration.** Anne Depret, auparavant responsable appui qualité chez Uni4Coop, reprend la fonction de coordinatrice du programme Uni4Coop, bravo à elle. Pour lire l'interview de départ de Vincent, scannez le QR Code ci-contre.



Merci à Vincent Sljpen !

UNI4 COOP



RAPPORT FINANCIER

En 2024, le programme de la Coopération belge (DGD) ainsi que les projets en santé financés par l'Union européenne (UE) et la Coopération française (AFD) suivent les projections. Les projets représentent 88 % des dépenses d'ULB-Coopération.

Nos actions se localisent majoritairement en RDC (85 % du budget, réparti entre les provinces du Nord-Kivu de l'Ituri, de Kinshasa et du Kongo-Central). Nous intervenons également au Sénégal (6 % du budget), en Belgique (6 % du budget) et au Burkina Faso (4 % du budget).

Le chiffre d'affaires de 2024 est de 9.577.608 €. Il est en augmentation.

La structure de financement d'ULB-Coopération provient essentiellement de fonds publics, à hauteur de 95 %, dont 54 % de l'Union européenne, 22 % de la coopération belge (DGD), 13 % de la coopération française (AFD) et, dans une moindre proportion, des subsides de la Région bruxelloise, de Wallonie-Bruxelles International (WBI) et des subsides à l'emploi. Si les dons privés sont marginaux, la générosité des donateurs et donatrices, tout comme des fondations qui nous font confiance, est indispensable.

L'année 2024 se termine avec un résultat positif de 56.098€.

Le détail des comptes annuels est disponible sur www.nbb.be.

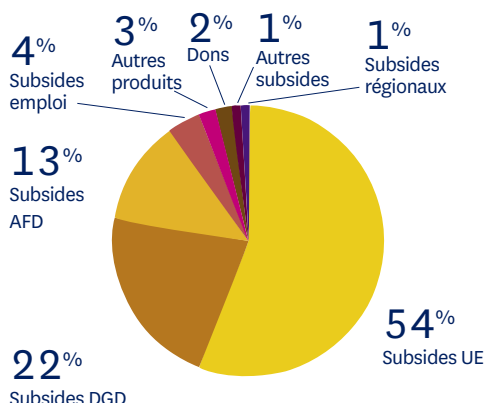


Gestion de l'intégrité

L'intégrité est au cœur des valeurs d'ULB-Coopération. Nous disposons de mécanismes de gestion de l'intégrité conjuguant prévention, détection, et prise en charge. En 2024, notre ONG a reçu trois signalements liés à l'intégrité. Après analyse : un signalement s'est révélé non fondé, un autre ne relevait pas du champ d'action de l'ONG, et un troisième, portant sur un cas de harcèlement sexuel, a été pris en charge de manière appropriée. Dans le respect de la confidentialité et de la protection des personnes, un traitement diligent a permis d'apporter les mesures correctrices nécessaires.

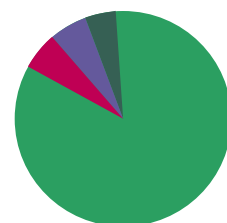
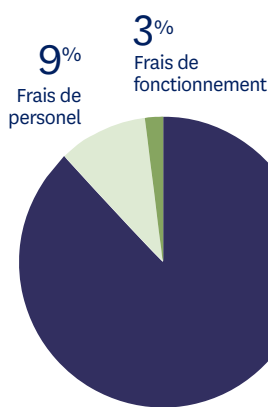
Recettes 2024

9.577.608 €



Dépenses 2024

9.521.510 €



RDC	7.076.807 €
Sénégal	464.531 €
Belgique	467.586 €
Burkina Faso	351.480 €

ILS NOUS SOUTIENNENT





RDC, distribution de bouillie nutritionnelle près de Goma, au Nord-Kivu

POUR POURSUIVRE NOS PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, VOS DONS SONT ESSENTIELS !

Construction de centres de santé, formation des personnels soignants, lutte contre la malnutrition, apiculture, méliponiculture, agriculture familiale intégrée et préservation des écosystèmes de mangroves figurent parmi les projets auxquels vous pouvez contribuer.



Don unique ou ordre permanent

Soutenez ULB-Coopération grâce à un virement ou un ordre permanent vers

le compte BE25 7320 4180 0482 avec en communication « don NOM+PRÉNOM » ou rendez-vous directement sur notre site pour compléter le formulaire.

Le saviez-vous ?

Chacun de vos dons se voit multiplié par au moins 3, grâce au système de cofinancement de la coopération belge au développement. De plus, si le total de vos dons atteint 40 € sur l'année,

vous bénéficiez automatiquement d'une déduction fiscale de 45 %.

Comment gérons-nous les dons ?

Les dons reçus sont utilisés dans le respect des valeurs de l'ONG, garanties notamment par le respect d'une charte et d'un code de conduite où éthique et intégrité sont les maîtres-mots. Les fonds collectés pour les projets sont gérés de manière transparente et font l'objet de contrôles réguliers tant en interne que par des structures indépendantes, plusieurs fois par an. Ces vérifications s'effectuent aussi bien à notre siège à Bruxelles, que dans nos coordinations locales.

Changement dans la législation

Depuis le 1er janvier 2024, la loi oblige les organisations agréées à inclure dans les déclarations Belgotax le numéro d'identification du Registre National de leurs donateurs et donatrices. Nous utilisons ce numéro uniquement dans ce cadre.

Pourquoi ?

Fournir votre numéro de Registre National permet que les dons soient automatiquement intégrés dans votre déclaration fiscale.

Comment ?

Tout donateur ou toute donatrice n'ayant pas encore communiqué son numéro national à ULB-Coopération est invité-e à le faire en envoyant un mail à don@ulb-cooperation.org ou en remplissant directement le formulaire via le QR Code suivant.





Burkina Faso, activité de transformation du karité dans le complexe du PONASI



RDC, vue aérienne de l'Hôpital Provincial du Nord-Kivu



Par souci écologique, nous vous encourageons à opter pour la newsletter en format pdf. Envoyez un simple e-mail à l'adresse info@ulb-cooperation.org ou inscrivez-vous sur notre site www.ulb-cooperation.org



@ulbcooperation



@ulbcoop



ULB-Coopération



@ulb-cooperation